

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 83 — 362

27 JANVIER 1983. — Arrêté royal modifiant le tarif annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présent et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie, notamment l'article 11, ainsi que les tarifs I et III, annexés à la même loi modifiés par les arrêtés royaux des 25 août 1960, 24 février 1967, 12 janvier 1970, 20 décembre 1972, 12 février 1975, 12 novembre 1976 et 11 juillet 1979;

Considérant que les arrêtés royaux précités n'ont apporté que des modifications partielles audit tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie;

Considérant d'autre part l'évolution de l'indice des prix à la consommation depuis l'entrée en vigueur du tarif porté par la loi du 4 juillet 1956;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'avis favorable de Notre Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1982;

Sur la proposition de notre Ministre des Relations extérieures,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le tarif I, annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie, modifié par les arrêtés royaux des 25 août 1960, 24 février 1967, 12 janvier 1970, 20 décembre 1972, 12 février 1975, 12 novembre 1976 et 11 juillet 1979 est remplacé par le tarif suivant :

I. Tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger et par les agents diplomatiques non commissionnés en qualité de consul général

Numéro d'ordre	Nature des actes	Base de la perception	Taxation (francs)
SECTION I. — Actes relatifs au commerce et à la navigation			
1	Expédition (1) d'un bâtiment belge, qu'il ait ou n'ait pas embarqué ou débarqué des passagers ou des marchandises, pourvu qu'il reste plus de vingt-quatre heures dans le port ou la rade :		
	Pour un navire de plus de 1 000 tonneaux	Droit fixe	900
	Pour un navire de 1 000 à 500 tonneaux	Id.	450
	Pour un navire de moins de 500 tonneaux	Id.	350
2	Expédition (2) d'un bâtiment relâchant dans une rade en vue de faire une déclaration à une autorité étrangère ou d'acquitter un droit de passage, si la durée de la relâche atteint vingt-quatre heures, aller et retour, ou d'un bâtiment restant moins de vingt-quatre heures dans le port ou la rade s'il est fait appel à l'intervention du consul	Id.	450

(1) Sous cette dénomination est compris l'ensemble des formalités et actes ordinaires qui sont requis du Consulat à l'arrivée et au départ du navire, savoir : 1° rapport simple à l'arrivée; 2° certificat d'arrivée et de départ sans indication relative à la cargaison; 3° rapport concernant la santé; 4° visa de la lettre de mer, du journal ou registre de bord et du rôle d'équipage; 5° déclaration de simple relâche; 6° dépôt et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine à l'occasion d'un crime ou d'un délit, d'une naissance ou d'un décès, dépôt de testament, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés; 7° certificat quelconque, à délivrer par le consul, exigé par l'autorité locale pour permettre la sortie du navire.

(2) Comprend le seul visa de la lettre de mer.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 83 — 362

27 JANUARI 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten, inzonderheid op artikel 11, alsmede de tarieven I en III, gevoegd bij dezelfde wet gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1960, 24 februari 1967, 12 januari 1970, 20 december 1972, 12 februari 1975, 12 november 1976 en 11 juli 1979;

Overwegende dat gezegd tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten bij bovengenoemde koninklijke besluiten slechts gedeeltelijk werd gewijzigd;

Overwegende anderzijds de evolutie van de index der prijzen aan de verbruikers sedert het in werking treden van het tarief gehecht aan de wet van 4 juli 1956;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het gunstig advies van Onze Minister van Begroting, gegeven op 9 december 1982;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het tarief I, gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1960, 24 februari 1967, 12 januari 1970, 20 december 1972, 12 februari 1975, 12 november 1976 en 11 juli 1979 wordt door het volgende tarief vervangen :

Numéro d'ordre	Nature des actes	Base de la perception	Taxation (francs)
3	Visa des manifestes, délivrance d'un certificat concernant la cargaison; inscription ou radiation au rôle d'équipage; procès-verbal de dépôt par le capitaine, de plainte pour cause de désertion et radiation correspondante au rôle d'équipage; acte de dépôt de cautionnement, de sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, d'enterrement de marin laissé à terre et radiation correspondante au rôle d'équipage (3)	Droit fixe par acte visa, inscription ou radiation	450
4	Courtage et interprétation (4)	Droit fixe	1 800
5	Délivrance d'un rôle d'équipage ou remplacement (5) de ce document en cas de perte :		
	Pour un navire de plus de 2 000 tonneaux	Droit fixe	3 600
	Pour un navire de plus de 1 000 tonneaux jusqu'à 2 000 tonneaux	Id.	2 700
	Pour un navire de plus de 300 tonneaux jusqu'à 1 000 tonneaux	Id.	1 800
	Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous	Id.	900
6	Délivrance d'un journal de navigation ou remplacement (6) de ce document en cas de perte	Par journal	1 800
7	Addition de feuilles au rôle d'équipage ou journal de navigation	Pour la première feuille Pour les feuilles subséquentes	600 150
8	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour permettre à un navire de se rendre, directement ou avec escale, dans un port belge, ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique, ou addition d'une feuille à la lettre de mer :		
	Pour un navire de plus de 1 000 tonneaux	Droit fixe	3 600
	Pour un navire de 1 000 tonneaux et au-dessous (7)	Id.	2 250
9	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour un navire non destiné à se rendre en Belgique :		
	Pour un navire de plus de 1 000 tonneaux	Id.	6 000
	Pour un navire de 1 000 à 500 tonneaux	Id.	3 000
	Pour un navire en dessous de 500 tonneaux (7)	Id.	2 250
10	Délivrance d'un passavant en cas de perte de lettre de mer :		
	Pour un navire de plus de 1 000 tonneaux	Id.	3 600
	Pour un navire de 1 000 à 500 tonneaux	Id.	2 400
	Pour un navire en dessous de 500 tonneaux	Id.	1 500
11	Patente de santé pour un bâtiment belge ou pour un bâtiment étranger	Id.	900
12	Visa d'une patente de santé pour un bâtiment belge ou étranger	Id.	300
13	Protêt fait par le capitaine, à son arrivée, avec interrogatoire des gens de l'équipage et des passagers ou procès-verbal de sauvetage d'un bâtiment naufragé ou capturé	Id.	1 800

(3) Il est perçu un droit fixe de 450 francs par acte d'inscription ou par acte de radiation au rôle d'équipage, quel que soit le nombre de marins enrôlés ou licenciés, pourvu que ces inscriptions ou radiations se passent au consulat en une seule séance. Elles feraient l'objet de plusieurs actes, passibles chacun du droit fixe de 450 francs si, pour le même navire et pour une seule escale, l'intervention consulaire était requise plusieurs fois à des jours différents.

(4) Cette taxe n'est applicable qu'à Istambul; elle répond à un service spécial.

(5) Sur la déclaration affirmée et signée par le capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

(6) En sus du remboursement du coût du journal.

(7) N.B. Si un navire est visité à l'intervention de l'agent consulaire belge, l'armement supporte les frais de l'expertise et le consul ne perçoit que la taxe uniforme prévue pour la délivrance du permis de navigation.

Cette taxe est de 1 800 francs (voir section I, actes relatifs au commerce et à la navigation, numéro d'ordre 24).

Numéro d'ordre	Nature des actes	Base de la perception	Taxation (francs)
14	Contrat d'affrètement ou charte-partie pour autant qu'il soit requis par le capitaine	Id.	1 800
15	Arrêté ou procès-verbal du consul en matière maritime. Nomination d'experts et procès-verbal de prestation de serment. Dépôt de rapport d'experts. Homologation d'un règlement d'avarie	Par acte Droit fixe	900
	N.B. La rémunération des experts est payée à part, suivant l'usage des lieux.		
16	Expédition d'un rapport d'experts	Par rôle	900
17	Expédition de tout autre acte en matière maritime	Id.	1 200
18	Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises dressé par le consul ou par le chancelier du consulat	Id.	900
19	Calcul et règlement d'un compte d'avarie à la personne qui en est chargée (8)	Droit proportionnel : — jusqu'à 750 000 francs. — sur le surplus.	1/4 p.c. 1/8 p.c. (taxe arrondie au multiple de 50 immédiatement supérieur, minimum 750 F)
20	Contrat de prêt à la grosse aventure prévu par l'article 24 du Code de commerce livre II, loi du 21 août 1879, modifié par la loi du 28 novembre 1928, et affecté sur les objets désignés par les articles 179 et 180 du même Code quand l'acte est autorisé par le consul	Par acte	2 250
21	Vente aux enchères : 1° de marchandises, dans le cas prévu par l'article 24 du Code de commerce 2° d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et d'autres articles d'inventaire, quand la vente se fait devant le consul ou devant le chancelier	Droit proportionnel : — jusqu'à 1 500 000 francs. — sur le surplus, non compris le salaire du crieur public, selon l'usage des lieux :	1 p.c. 1/2 p.c. (taxe arrondie au multiple de 50 immédiatement supérieur, minimum 750 F)
22	Visa du manifeste, de la charte-partie ou du connaissement, pour des navires étrangers	Par visa	1 200
23	Certificat à délivrer aux navires étrangers en relâche	Par certificat	1 200
24	Acte ou procès-verbal dressé par le consul ou le chancelier en matière commerciale ou maritime dans les cas non spécifiés	Par acte	1 800
25	Vacation du consul ou du chancelier dans les cas non spécifiés, sans qu'il y ait passation d'un acte ou établissement d'un procès-verbal	Par vacation	1 800
	SECTION II. — Actes de l'état civil et actes de nationalité (9). Procès-verbaux divers établis en vue de la célébration d'un mariage ou la rédaction d'un acte de déclaration de nationalité (10)		
26	Expédition d'un acte de naissance, d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel; affiche d'acte de publication de mariage, certificat de publication de mariage et de non opposition, expédition d'un acte de mariage, d'un acte de divorce ou d'un acte de décès; expédition d'un acte de déclaration de nationalité	Par acte	150
27	Certificat de non empêchement à mariage	Id.	150

(8) Le droit n'est dû que sur la somme formant le montant de l'avarie.

(9) La minute des actes de l'état civil et des actes de nationalité ne donne lieu à aucune perception.

(10) Ces procès-verbaux sont établis sur feuille volante.

Numéro d'ordre	Nature des actes	Base de la perception	Taxation (francs)
28	Procès-verbal constatant le refus du père ou de la mère (ou des aïeux ou des aïeules) de consentir au mariage; procès-verbal constatant l'impossibilité pour un ou plusieurs ascendants de manifester leur volonté; procès-verbal d'absence d'ascendant; acte portant dispense de la publication et de tout délai.	Id.	150
29	Acte de consentement à une option de nationalité	Id.	150
SECTION III. — Actes administratifs			
30	a) Passeport valable pendant un, deux, trois, quatre ou cinq ans Jusqu'à concurrence d'une durée totale de validité de cinq ans, un passeport peut être prorogé pour une période de quatre, trois, deux ou un an, contre paiement d'une taxe de 100 francs par année de validité L'inscription d'enfants de moins de 16 ans dans le passeport du père, de la mère, d'un ascendant ou du tuteur ne donne pas lieu à la perception d'une taxe supplémentaire.	Par année de validité	100
	b) passeport collectif valable pendant trente jours maximum	Par personne	25 (sans que le droit puisse être inférieur à 250 francs par passeport)
31	La prorogation de documents de voyage délivrés en Belgique à des étrangers donne lieu à la perception de :		
	a) prorogation pour une durée de validité d'un an d'un document de voyage délivré aux réfugiés politiques (Convention de Genève du 28 juillet 1951)	Par acte	100
	b) prorogation pour une durée de validité d'un an d'un document de voyage délivré aux apatrides (Convention de New York du 28 septembre 1954)	Id.	100
	c) apposition d'un visa de retour dans un document de voyage pour étrangers qui ne sont pas réfugiés politiques :		
	— pour une durée de six mois maximum;	Id.	200
	— pour une durée d'un an maximum.	Id.	400
	La durée de validité des documents de voyage dont il est question sous a, b et c ci-dessus, ne peut en aucun cas, dépasser cinq ans, à compter de la délivrance du document de voyage.		
32	a) Visa d'un passeport étranger valable pour le transit par le territoire du Benelux :	Par acte	gratis
	1° sans arrêt;	Id.	gratis
	2° avec arrêt de trois jours au maximum.		
	b) Visa d'un passeport étranger valable pour un ou plusieurs voyages sur le territoire du Benelux :		
	1° pendant un mois au maximum;	Id.	400
	2° pendant trois mois au maximum;	Id.	500
	3° pendant un an au maximum et pour plusieurs voyages.	Id.	1000
	c) Les visas mentionnés sub b ci-dessus sont délivrés sans frais aux personnes qui ne possèdent pas la nationalité d'un des Etats membres de la Communauté économique européenne lorsqu'il s'agit :		
	1° du conjoint et des enfants de moins de 21 ans d'un ressortissant d'un des Etats membres précités;		
	2° de tout autre membre de la famille de ce même ressortissant ou de son conjoint, qui est à leur charge ou vit sous leur toit dans le pays de provenance.		
	La délivrance gratuite de ces visas n'est accordée que si le ressortissant en cause est une personne qui exerce ou qui a l'intention d'exercer en Belgique une activité salariée ou non salariée, une personne qui effectue en Belgique ou a l'intention d'y effectuer une prestation de services ou une personne qui désire venir en Belgique en qualité de destinataire d'une prestation de services.		

Numéro d'ordre	Nature des actes	Base de la perception	Taxation (francs)
	d) L'apposition de visas sur les passeports des gens de mer étrangers donne lieu à la perception des droits prévus sub a et b.		
	e) Visa d'un passeport collectif	Par personne	1/10 du droit applicable pour le visa individuel (avec un minimum de 500 F par visa)
	f) Pour la perception des droits, une autorisation tenant lieu de visa est assimilée à un visa.		
33	Autorisation de séjour provisoire en Belgique avec droit de transit par les Pays-Bas et le Luxembourg	Par acte	900
34	Certificat de vie	Par certificat	50
35	Délivrance d'un certificat de présence à l'étranger, destiné à servir en matière électorale		50
36	a) délivrance d'un certificat d'immatriculation (12) ou délivrance d'une carte d'identité à un sujet belge (13);	Par acte	150
	b) patente de protection.	Par acte	150
37	Visa d'une patente de protection ou tout autre visa non spécifié	Id.	450
38	Certificat de provenance, de destination, de débarquement	Par certificat	300
39	Etablissement ou visa de certificat d'origine :		
	a) lorsque la valeur totale des marchandises qui s'y trouvent renseignées ne dépasse pas 10 000 francs;	Par certificat ou visa	100
	b) lorsque la valeur totale des marchandises qui s'y trouvent renseignées dépasse 10 000 francs.	Id.	250
40	Attestation autre qu'un certificat d'origine devant servir en matière de douane (14)	Par attestation	150
41	a) Certificat quelconque requis par l'autorité locale;	Id.	150
	b) délivrance ou légalisation d'un document établissant la qualité d'invalidé de guerre.		gratis
42	a) Légalisation d'une expédition ou d'un extrait d'un acte de l'état civil :		
	1° délivré par les autorités belges ou luxembourgeoises compétentes (15);	Par légalisation	50
	2° délivré par les autorités compétentes de tout autre pays (15).	Id.	100
	Légalisation de tout autre pièce (15).	Id.	200
SECTION IV. Actes conservatoires après décès (16)			
43	Réquisition à fin d'apposition ou de levée des scellés	Par acte	250
44	Opposition à la levée des scellés	Id.	250
45	Procès-verbal d'apposition et procès-verbal de levée des scellés	Par vacation	450
46	Substitution ou remplacement du gardien des scellés	Id.	300
47	Convocation du conseil de famille	Id.	300
48	Procès-verbal d'une délibération du conseil de famille	Id.	300
49	Expédition ou extrait des procès-verbaux mentionnés ci-avant	Par rôle	150

(12) L'inscription sur les registres du consulat ne donne lieu à aucune perception.

(13) La délivrance des cartes d'identité ne s'effectue que dans les postes spécialement désignés à cet effet par le Ministre des Relations extérieures.

(14) Cette rubrique s'applique également au certificat de réexportation d'un véhicule à moteur, ainsi qu'à la délivrance d'un certificat consulaire constatant la réexportation d'un véhicule à moteur étranger, à l'effet de permettre au propriétaire du véhicule de régulariser sa situation vis-à-vis de la douane belge et de l'administration belge des contributions directes.

(15) La légalisation de différentes signatures apposées sur une même pièce ne donne lieu qu'à seule perception des droits de légalisation.

(16) En cas d'indigence des intéressés, il doit être fait remise des taxes qui font l'objet de cette section.

Numéro d'ordre	Nature des actes	Base de la perception	Taxation francs
SECTION V. — Actes divers			
50	Dépôt volontaire de sommes d'argent, matières premières, valeurs négociables, marchandises ou effets mobiliers (17).	1° Par acte de dépôt 2° Droit sur le montant de la somme ou de la valeur estimée	450 — 1 p.c. pour les six premiers mois du dépôt ou moins — 1/2 p.c. pour chaque trimestre ou fraction de trimestre au-delà des six premiers mois (taxe arrondie au multiple de 50 immédiatement supérieur, minimum 150 francs)
51	Recouvrement de succession (18).	Sur le montant des valeurs recouvrées (19)	— 1 p.c. sur les premiers 60 000 francs — 1/2 p.c. sur les 30 000 francs suivants — 1/4 p.c. sur le surplus (taxe arrondie au multiple de 50 immédiatement supérieur, minimum 150 francs)
52	Acte ou procès-verbal non spécialement tarifé (20)	Par rôle	150
53	Expédition, copie ou extrait d'un acte non spécialement tarifé	Id.	150
54	Copie en langue étrangère :		
	a) en anglais, allemand, italien, espagnol, portugais;	Id.	300
	b) en toute autre langue étrangère.	Id.	600
55	Traduction certifiée conforme d'un document rédigé dans une des langues officielles de la Communauté économique européenne :		
	a) dans une de ces langues;	Id.	300
	b) dans une langue autre que celles mentionnées sub a, ou vice versa.	Id.	1 200
56	Laissez-passer valable uniquement pour le retour en Belgique	Par acte	150
57	Visa de toute déclaration ou attestation établie par une autorité étrangère et éventuellement requise pour l'obtention d'un visa de passeport à destination de la Belgique	Par visa	50
58	a) Visa de la demande de la carte professionnelle pour étrangers	Id.	300
	b) Délivrance de la carte professionnelle :		
	1° à titre de taxe;	Par an ou par fraction d'année	450
	2° à titre de droit de timbre.	Par carte	90
	c) Prorogation de la carte professionnelle :		
	1° à titre de taxe;	Par an ou par fraction d'année	450
	2° à titre de droit de timbre.	Par carte	90
	d) Modifications de la carte professionnelle :		
	à titre de droit de timbre	Id.	90
	e) Attestation provisoire tenant lieu de carte égarée, de carte à modifier ou à proroger :		
	à titre de droit de timbre	Id.	90

(17) Le droit proportionnel à percevoir lors du retrait du dépôt n'est pas exigible lorsque le dépôt ne comprend que des pièces, des effets ou des titres nominatifs qui en cas de perte, de vol ou de destruction, peuvent être remplacés sans préjudice pour le dépositaire. L'acte de retrait d'un dépôt ne donne lieu à aucun droit.

(18) Le cumul du droit de recouvrement avec le droit de dépôt est interdit.

(19) Le recouvrement d'une succession dont l'actif net est inférieur à 500 francs ne donne pas lieu à perception d'une taxe.

(20) Cette rubrique s'applique, notamment, au visa du contrat d'engagement des marins étrangers ainsi qu'à la délivrance du procès-verbal de remise à un étranger d'une autorisation de prendre du travail en Belgique (carte bleue).

Numéro d'ordre	Nature des actes	Base de la perception	Taxation (francs)
Services spéciaux			
I.	Acte passé sur requête de l'intéressé, en dehors des heures normales de chancellerie (21) : en plus de la taxe figurant au tarif I, une somme égale à cette taxe.		
II.	Acte passé, sur requête de l'intéressé, entre 10 heures du soir et 6 heures du matin : en plus de la taxe prévue au tarif I, une somme égale à deux fois le montant de cette taxe. Ces taxes supplémentaires reviennent intégralement à l'agent qui passe l'acte.		

(21) Les chancelleries consulaires sont accessibles au public cinq heures par jour ouvrable. Ces heures sont fixées par le chef de poste conformément aux usages locaux. Elles sont affichées à la porte de la chancellerie.

I. Tarif van de rechten te heffen door de Belgische consuls in het buitenland en door de niet tot consul-generaal aangestelde diplomatieke ambtenaren

Volg-nummer	Aard van de akten	Grondslag van het te heffen recht	Rechten (franken)
AFRELING I. — Akten betreffende handel en scheepvaart			
1	Expeditie (1) van een Belgisch vaartuig, of het al dan niet passagiers of koopwaren ingescheept of ont-scheept heeft mits het meer dan vierentwintig uur in de haven van de rede blijft liggen :		
	Voor een schip van meer dan 1000 ton	Vast recht	900
	Voor een schip van 1000 tot 500 ton	Id.	450
	Voor een schip van minder dan 500 ton	Id.	350
2	Expeditie (2) van een vaartuig, dat een rede binnen-gelopen is, om een verklaring bij een vreemde over-heid af te leggen of een doorvaartrecht te betalen, indien het binnenlopen, heen en terug, vierentwintig uur duurt; of van een vaartuig dat minder dan vierentwintig uur in de haven of op de rede blijft liggen, indien de tussenkomst van de consul ingeroepen wordt		
3	Visa van de manifesten, aflevering van een getuigschrift .nopens de lading, inschrijving of doorhaling op de monsterrol, proces-verbaal van indiening door de kapitein van een klacht uit hoofde van desertie en overeenstemmende doorhaling op de monsterrol; akte van neerlegging van een borgtocht van sommen tot dekking van de kosten van repatriëring, verpleging, begraving van aan land achtergelaten zeelieden en overeenstemmende doorhaling op de monsterrol (3)	Vast recht per akte, visa in-schrijving of doorhaling	450
4	Courtage en vertolking (4)	Vast recht	1800

(1) Onder deze benaming worden al de gewone formaliteiten en akten verstaan, die van het consulaat verlangd worden, bij de aankomst en het vertrek van het vaartuig, te weten : 1° eenvoudig verslag bij de aankomst; 2° bewijs van aankomst en van vertrek, zonder aanduiding omtrent de lading; 3° verslag over de gezondheid; 4° viseren van de zeebrief, van het scheepsjournaal of dagregister en van de monsterrol; 5° verklaring van eenvoudig binnenlopen; 6° neerlegging en processen-verbaal van neer-legging van elk door de kapitein opgemaakte akte uit hoofde van een misdrijf of wanbedrijf, van een geboorte, van een sterfgeval, neerlegging van op zee opgemaakte testamenten, van boedellijsten, alsmede van voorwerpen vermeld in de boedellijsten; 7° om het even welk door de consul af te leveren getuigschrift, vereist door de plaatselijke overheid om het schip te laten vertrekken.

(2) Omvat enkel het viseren van de zeebrief.

(3) Er wordt een vast recht van 450 frank geheven per akte van inschrijving of per akte van doorhaling op de monsterrol, welk ook het aantal der aan- of afgemonsterde zeelieden zij, mits deze inschrijvingen of doorhalingen in een enkele zitting op het consulaat geschieden. Zij zullen het voorwerp uitmaken van verscheidene akten die elk aan een vast recht van 450 frank onder-worpen zijn, indien voor hetzelfde schip en gedurende een enkele aanlegtijd, de consulaire bemoeiing verscheidene malen op ver-schillende dagen gevorderd werd.

(4) Dit recht wordt alleen te Istanboel toegepast; het heeft betrekking op een speciale dienst.

Volg-nummer	Aard van de akten	Grondslag van het te heffen recht	Rechten (franken)
5	Afgifte van een monsterrol of vervanging (5) van dit stuk bij verlies :		
	Voor een schip van meer dan 2 000 ton	Vast recht	3 600
	Voor een schip van meer dan 1 000 ton tot 2 000 ton	Id.	2 700
	Voor een schip van meer dan 300 ton tot 1 000 ton	Id.	1 800
	Voor een schip van 300 ton en minder	Id.	900
6	Afgifte van een scheepsjournaal of vervanging (6) van dit boek bij verlies	Per journaal	1 800
7	Toevoeging van bladen aan de monsterrol of aan het scheepsjournaal	Voor het eerste blad	600
		Voor elk verder blad	150
8	Afgifte van een voorlopige zeebrief om een schip in staat te stellen zich rechtstreeks of mits een andere haven aan te doen naar een Belgische haven te begeven of een reis te doen in een andere richting vooraleer naar België te komen of toevoeging van een blad aan de zeebrief :		
	Voor een schip van meer dan 1 000 ton	Vast recht	3 600
	Voor een schip van 1 000 ton en minder (7)	Id.	2 250
9	Afgifte van een voorlopige zeebrief voor een schip dat niet bestemd is om naar België te varen :		
	Voor een schip van meer dan 1 000 ton	Id.	6 000
	Voor een schip van 1 000 ton tot 500 ton	Id.	3 000
	Voor een schip van minder dan 500 ton (3)	Id.	2 250
10	Afgifte van een vrijgeleide bij verlies van de zeebrief :		
	Voor een schip van meer dan 1 000 ton	Id.	3 600
	Voor een schip van 1 000 ton tot 500 ton	Id.	2 400
	Voor een schip van minder dan 500 ton	Id.	1 500
11	Gezondheidspas voor een Belgisch of voor een vreemd vaartuig	Id.	900
12	Visa van een gezondheidspas voor een Belgisch of vreemd vaartuig	Id.	300
13	Protest afgelegd door de kapitein bij zijn aankomst, met ondervraging van de bemanning en de passagiers, of proces-verbaal van berging van een verongelukt of buitgemaakt vaartuig	Id.	1 800
14	Bevrachtingsovereenkomst of chartepartij, als zulks door de kapitein gevraagd wordt	Id.	1 800
15	Besluit op proces-verbaal van de consul in zeevaartzaken. Benoeming van deskundigen en proces-verbaal van eedaflegging. Neerlegging van het verslag der deskundigen. Bekrachtiging van de omslag ener averij	Per akte	900
	N.B. — De vergoeding der deskundigen wordt afzonderlijk betaald, volgens plaatselijk gebruik.		
16	Uitgifte van een verslag van deskundigen	Per rol	900
17	Uitgifte van elke andere akte in zeevaartzaken	Id.	1 200
18	Akte van overlating van een schip of van goederen opgemaakt door de consul of door de kanselier van het consulaat	Id.	900
19	Berekening en vereffening van een averijrekening, voor de persoon die daarmee belast is (8)	Evenredig recht :	
		— Tot 750 000 frank	1/4 %
		— Op het overige	1/8 %
			(Recht afgerond naar boven op een veelvoud van 50, min. 750 frank)

(5) Op bevestigde en ondertekende verklaring van de kapitein, aangebracht bovenaan op het ter vervanging afgegeven stuk.

(6) Boven de terugbetaling der kosten van het geleverd journaal.

(7) N.B. — Indien een schip onderzocht wordt door bemoeiing van de Belgische consulaire ambtenaar, draagt de rederij de expertisekosten, en de consul int slechts het eenvormig recht voorzien voor de afgifte van het bewijs van zeewaardigheid. Dit recht bedraagt 1 800 frank (zie afdeling I, akten betreffende handel en scheepvaart, volgnummer 24).

(8) Het recht wordt slechts geheven op de som die het bedrag der averij uitmaakt.

Volg-nummer	Aard van de akten	Grondslag van het te heffen recht	Rechten (franken)
20	Bodemerijcontract voorzien door artikel 24 van het Wetboek van Koophandel, boek II, wet van 21 augustus 1879, gewijzigd door de wet van 28 november 1928, onder verband van de voorwerpen opgesomd in de artikelen 179 en 180 van gezegd Wetboek; wanneer de consul machtiging verleent tot het opmaken der akte	Per akte	2 250
21	Verkoop bij opbod : 1° Van koopwaren, in het geval voorzien door artikel 24 van het Wetboek van Koophandel. 2° Van een schip of van een deel van een schip, van een boot, van takelage en andere inventaris-artikelen, wanneer de verkoop geschiedt ten overstaan van de consul of van de kanselier	Evenredig recht : — Tot 1 500 000 fr. — Op het overschot, met uitsluiting van de vergoeding van de openbare oproeper, volgens plaatselijk gebruik	1 % 1/2 % (Recht afgerond naar boven op een veelvoud van 50, minimum 750 frank)
22	Visa van het manifest, de chartepartij of het cognosement voor vreemde schepen	Per visa	1 200
23	Getuigschrift af te leveren aan binnengelopen vreemde schepen	Per getuigschrift	1 200
24	Akte of proces-verbaal opgemaakt door de consul of de kanselier in handels- of zeevaartzaken in de niet afzonderlijk voorziene gevallen	Per akte	1 800
25	Vacatie van de consul of van de kanselier in de niet afzonderlijk voorziene gevallen zonder dat een akte of proces-verbaal opgemaakt wordt	Per vacatie	1 800
AFDELING II. — Akten van de burgerlijke stand en akten van nationaliteit (9). Verschilende processen-verbaal opgemaakt met het oog op de voltrekking van een huwelijk of het opmaken ener akte van verklaring van nationaliteit (10)			
26	Uitgifte van een akte van geboorte, van een akte van erkenning van een natuurlijk kind; aanplakbrief van een akte van huwelijksafkondiging, getuigschrift van huwelijksafkondiging en van niet-stuiving, uitgifte van een huwelijksakte, van een akte van echtscheiding of een overlidensakte; uitgifte van een akte van verklaring van nationaliteit.	Per akte	150
27	Getuigschrift tot vaststelling dat er geen huwelijksbeletsel bestaat	Id.	150
28	Proces-verbaal tot vaststelling van de weigering van de vader of van de moeder (of van de grootvaders of van de grootmoeders) om in het huwelijk toe te stemmen, proces-verbaal tot vaststelling der onmogelijkheid voor één of meer bloedverwanten in de opgaande linie van hun wil te doen blijken, proces-verbaal van afwezigheid van een bloedverwant in de opgaande linie, akte tot vrijstelling van de afkondiging en van elke termijn	Id.	150
29	Akte van toestemming in een nationaliteitskeuze.	Id.	150
AFDELING III. — Administratieve akten			
30	a) Paspoort geldig gedurende één, twee, drie, vier of vijf jaar Tot een geldigheidsduur van maximum vijf jaar kan een paspoort worden verlengd met vier, drie, twee of één jaar, tegen betaling van een recht van 100 F per jaar geldigheid De inschrijving van kinderen beneden de leeftijd van 16 jaar in het paspoort van de vader, de moeder, een bloedverwant in opgaande lijn of de voogd geeft geen aanleiding tot het heffen van een bijkomend recht.	Per jaar geldigheidsduur	100

(9) Voor de minuut der akten van de burgerlijke stand en van akte van nationaliteit wordt geen recht geheven.

(10) Deze processen-verbaal worden op losse bladen opgemaakt.

Volg-nummer	Aard van de akten	Grondslag van het te heffen recht	Rechten (franken)
	b) Collectief paspoort geldig gedurende maximum dertig dagen.	Per persoon	25 (zonder dat het recht minder dan 250 F per paspoort mag bedragen)
31	De verlengingen van in België afgegeven reisdocumenten voor vreemdelingen geven aanleiding tot het innen van :		
	a) voor het verlengen met één jaar van een reisdocument voor politieke vluchtelingen (Verdrag van Genève van 28 juli 1951);	Per akte	100
	b) voor het verlengen met één jaar van een reisdocument voor staatlozen (Verdrag van New York van 28 september 1954);	Id.	100
	c) voor het aanbrengen van een terugkeervisum op een reisdocument voor vreemdelingen die geen politieke vluchtelingen zijn :		
	— voor ten hoogste zes maanden;	Id.	200
	— voor ten hoogste één jaar.	Id.	400
	De geldigheidsduur van één der reisdocumenten genoemd onder de punten a, b en c hierboven, kan nooit meer dan vijf jaar bedragen te rekenen vanaf de datum van afgifte van het reisdocument.		
32	a) Visum in een vreemd paspoort geldig voor doorreis door het Beneluxgebied :		
	1° zonder oponthoud;	Per akte	Kosteloos
	2° met oponthoud van ten hoogste drie dagen.	Id.	Kosteloos
	b) Visum in een vreemd paspoort geldig voor één of meer reizen in het Beneluxgebied :		
	1° gedurende ten hoogste één maand;	Id.	400
	2° gedurende ten hoogste drie maanden;	Id.	500
	3° gedurende ten hoogste één jaar en voor verschillende reizen.	Id.	1000
	c) De onder b vermelde visa worden kosteloos afgegeven aan de personen die niet de nationaliteit van één der lid-Statens van de Europese Economische Gemeenschap bezitten, wanneer het gaat om :		
	1° de echtgenoot en de kinderen beneden 21 jaar van één onderdaan van één der genoemde lid-Statens;		
	2° enig ander familielid van diezelfde onderdaan of van zijn echtgenoot, dat te hunnen laste is of in het land van herkomst bij hen inwoont.		
	Deze visa mogen slechts kosteloos worden afgegeven indien de betrokken onderdaan in België een werkzaamheid, al dan niet in loondienst, uitoefent of voornemens is uit te oefenen, in België diensten presteert of voornemens is te presteren, of naar België komt opdat te zijnen behoeve een dienst wordt verricht.		
	d) Het aanbrengen van visa in paspoorten van vreemde zeelieden geeft aanleiding tot het innen van de hiervoor onder a en b bepaalde rechten.		
	e) Visum in een collectief paspoort.	Per persoon	1/10 van het recht toepasselijk voor het individueel visum (met een minimum van 500 F per visum)
	f) Voor het innen van de rechten is een visumverklaring gelijkgesteld met een visum.		
33	Machtiging tot voorlopig verblijf in België met recht van doorgang door Nederland en Luxemburg	Per akte	900
34	Levensbewijs	Per bewijs	50
35	Aflevering van een getuigschrift van aanwezigheid in het buitenland, bestemd om in kieszaken te dienen.	Per getuigschrift	50
36	a) Aflevering van een bewijs van inschrijving (12) of aflevering van een identiteitskaart aan een Belgisch onderdaan (13);	Per akte	150
	b) beschermingspatent.	Id.	150

(12) Voor de inschrijving in de registers van het Consulaat wordt geen recht geheven.

(13) De aflevering van identiteitskaarten geschiedt slechts in de daartoe door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen aangewezen posten.

Volg-nummer	Aard van de akten	Grondslag van het te heffen recht	Rechten (franken)
37	Visa van een beschermingspatent of elk ander niet afzonderlijk opgegeven visa.	Id.	450
38	Verklaring van oorsprong, van herkomst, van bestemming, van ontschepping.	Per verklaring	300
39	Opmaken of viseren van een verklaring van oorsprong : a) wanneer de totale waarde van de goederen die erin aangeduid worden niet hoger is dan 10 000 frank; b) wanneer de totale waarde van de goederen die erin aangeduid worden hoger is dan 10 000 frank.	Per verklaring of per visa Id.	100 250
40	Andere verklaring dan een verklaring van oorsprong om te dienen in douanezaken (14).	Per verklaring	150
41	a) Elke verklaring gevorderd door de plaatselijke overheid; b) afgifte of legalisatie van een document waarbij de staat van oorlogsinvaliden vastgesteld wordt	Id.	150 Kosteloos
42	a) Legalisatie van een expeditie of uittreksel van een akte van de burgerlijke stand : 1° afgegeven door de bevoegde Belgische of Luxemburgse overheden (15); 2° afgegeven door de bevoegde overheden van elk ander land (15). b) Legalisatie van elk ander stuk (15)	Per legalisatie Id. Id.	50 100 200
AFDELING IV. — Akten tot bewaring van recht na overlijden (16)			
43	Aanzoek om zegels te leggen of te lichten	Per akte	250
44	Verzet tegen het lichten van zegels	Per akte	250
45	Proces-verbaal van verzegeling en proces-verbaal van ontzegeling	Per vacatie	450
46	De indeplaatsstelling of vervanging van de zegelbewaarder	Id.	300
47	Belegging van een familieraad	Id.	300
48	Proces-verbaal van een beraadslaging van de familie-raad	Id.	300
49	Afschrift van of uittreksel uit de voormelde processen-verbaal	Per rol	150
AFDELING V. — Verschillende akten			
50	Vrijwillige bewaargeving van geldsommen, grondstoffen, verhandelbare waarden, koopwaren of roerende voorwerpen (17)	1° Per akte van bewaargeving 2° Recht op het bedrag der som of der geschatte waarde	450 — 1 pct. voor de eerste zes maanden der bewaargeving, of minder — 1/2 pct. voor elk geheel of gedeeltelijk kwartaal boven de eerste zes maanden (recht afgerond naar boven op een veelvoud van 50, minimum 150 frank)

(14) Deze rubriek is eveneens van toepassing op het getuigschrift van wederuitvoer van een motorrijtuig, alsmede op de aflevering van een consulaire getuigschrift waarbij de wederuitvoer van een vreemd motorrijtuig vastgesteld wordt, ten einde de eigenaar in staat te stellen zijn toestand ten opzichte van de Belgische douane en van het Belgisch bestuur der rechtstreekse belastingen te regelen.

(15) Indien verscheidene handtekeningen, gesteld op een zelfde stuk worden gelegaliseerd, geeft dit slechts aanleiding tot het innen van éénmaal het voorziene recht.

(16) Zo de belanghebbenden onvermogen zijn, dienen zij vrijgesteld van de rechten waarvan in deze afdeling sprake is.

(17) Het evenredig recht te innen bij het terugnemen der bewaargeving, is niet invorderbaar wanneer de bewaargeving enkel bestaat uit stukken, effecten of titels op naam, die bij verlies, diefstal of vernieling, zonder nadeel voor de bewaarnemer, vervangen kunnen worden. Voor de akte van terugneming van een bewaargeving wordt geen recht geheven.

Volg-nummer	Aard van de akten	Grondslag van het te heffen recht	Rechten. (franken)
51	Invordering van een erfenis (18)	Op het bedrag der ingevorderde waarden (19)	— 1 pct. op de eerste 60 000 F — 1/2 pct. op de volgende 30 000 frank — 1/4 pct. op het overige (recht afgerond naar boven op een veelvoud van 50, minimum 150 frank)
52	Niet afzonderlijk getarifeerde akte of proces-verbaal (20)	Per rol	150
53	Niet afzonderlijk getarifeerde uitgifte, afschrift van of uittreksel uit een akte	Id.	150
54	Afschrift in een vreemde taal :		
	a) Engels, Duits, Italiaans, Spaans, Portugees;	Id.	300
	b) elke andere vreemde taal.	Id.	600
55	Een voor eensluidend verklaarde vertaling van een document gesteld in een van de officiële talen van de Europese Economische Gemeenschap :		
	a) in een van deze talen	Id.	300
	b) in een andere dan onder a) genoemde talen of omgekeerd	Id.	1 200
56	Vrijgeleide alleen geldig voor terugkeer naar België	Per akte	150
57	Visa van elke verklaring of getuigschrift opgemaakt door een vreemde autoriteit en eventueel vereist voor het bekomen van een paspoortvisa met bestemming naar België	Per visum	50
58	a) Visa van de aanvraag ener beroepskaart voor vreemdelingen	Id.	300
	b) Afgifte van de beroepskaart :		
	1° als consulaire recht	Per jaar of per gedeelte van jaar	450
	2° als zegelrecht	Per kaart	90
	c) Verlenging van de beroepskaart :		
	1° als consulaire recht	Per jaar of per gedeelte van jaar	450
	2° als zegelrecht	Per kaart	90
	d) Wijziging van de beroepskaart :		
	als zegelrecht	Id.	90
	e) Voorlopig getuigschrift dat een verloren kaart, een te wijzigen of te verlengen kaart vervangt : als zegelrecht	Id.	90

Bijzondere diensten

I. Akte opgemaakt, op verzoek van de belanghebbende, buiten de gewone kantooruren (21) boven het recht voorkomend in tarief I : een som gelijk aan aan dit recht.

II. Akte opgemaakt op verzoek van de belanghebbende, tussen 10 uur 's avonds en 6 uur 's morgens : boven het recht voorkomend in tarief I, een som gelijk aan tweemaal het bedrag van dit recht.

Deze bijkomende rechten komen in hun geheel toe aan de ambtenaar die de akte opmaakt.

(18) De cumulatie van het recht voor invordering en van het recht voor bewaargeving is verboden.

(19) De invordering ener erfenis, waarvan het netto-actief minder dan 500 frank bedraagt, geeft geen aanleiding tot het heffen van een recht.

(20) Deze rubriek is onder meer toepasselijk op het visa van het aanwervingscontract van vreemde zeelieden, alsmede op de aangifte van het proces-verbaal van overhandiging aan een vreemdeling van de toelating (blauwe kaart) om arbeid te nemen in België.

(21) De consulaire kantoren zijn voor het publiek toegankelijk gedurende vijf uren per werkdag. Deze uren worden vastgesteld door het hoofd van de post overeenkomstig het plaatselijk gebruik. Ze worden aan de deur der kantoren door middel van een aanplakbiljet bekendgemaakt.

Art. 2. Le tarif III, annexé à la même loi, modifié par les arrêtés royaux des 24 février 1967, 12 janvier 1970, 20 décembre 1972, 12 février 1975, 12 novembre 1976 et 11 juillet 1979, est remplacé par le tarif suivant :

« III. Tarif des droits de chancellerie à percevoir à l'intérieur du Royaume.

Article 1er. Il est perçu par le Ministère des Affaires étrangères un droit de chancellerie :

1° de 50 francs pour la légalisation d'une ou de plusieurs signatures apposées sur une expédition, ou un extrait d'un acte de l'état civil délivré par les autorités belges ou luxembourgeoises compétentes;

2° de 100 francs pour la légalisation d'une ou de plusieurs signatures apposées sur une expédition, ou un extrait d'un acte de l'état civil délivré par les autorités compétentes de tout autre pays;

3° de 200 francs pour la légalisation d'une ou de plusieurs signatures apposées sur toute autre pièce, quel que soit l'intérêt, belge ou étranger, dans lequel s'effectue cette légalisation.

Art. 2. Les droits de chancellerie auxquels sont soumis les permis de circulation frontalière sont fixés ainsi qu'il suit :

1° pour les permis de circulation frontalière, valables pendant quarante-huit heures (cas humanitaires, etc.) : 50 francs;

2° pour les permis de circulation frontalière valables pendant un an : 250 francs.

Art. 3. Les droits de chancellerie dus pour la délivrance de passeports à des Belges sont identiques à ceux qui sont fixés au tarif I, section III, rubrique 30.

Art. 4. Les droits de chancellerie auxquels sont soumis les documents de voyage belges pour étrangers, sont fixés ainsi qu'il suit :

1° Pour les documents de voyage pour réfugiés politiques (Convention de Genève du 28 juillet 1951)

a) lors de la délivrance, pour une durée de validité d'un an, avec droit de retour en Belgique durant cette période : 100 francs;

b) lors de la prorogation, pour une durée d'un an, de ces documents de voyage : 100 francs;

2° Pour les documents de voyage pour apatrides (Convention de New York du 28 septembre 1954)

a) lors de la délivrance, pour une durée de validité d'un an, avec droit de retour en Belgique durant cette période : 100 francs;

b) lors de la prorogation, pour une durée d'un an, de ces documents de voyage : 100 francs;

3° Pour les documents de voyage pour étrangers qui ne sont pas des réfugiés politiques

a) lors de la délivrance pour une durée de validité d'un an : 100 francs;

b) lors de l'apposition d'un visa de retour dans ces documents de voyage :

— pour une durée de six mois maximum : 200 francs;

— pour une durée d'un an maximum : 400 francs.

La durée de validité des documents de voyage dont il est question sous les points 1°, 2° et 3° ci-dessus ne peut, en aucun cas, dépasser cinq ans, à compter de la date de délivrance.

Art. 5. Pour couvrir les frais résultant de la confection des formules de passeports, les autorités compétentes perçoivent au profit du Trésor un montant de 30 francs lors de délivrance de chaque passeport.

Elles sont en outre autorisées à percevoir, lors de la délivrance ou de la prorogation de chaque passeport, un droit spécial de 20 francs destiné à couvrir leurs frais administratifs.

Art. 6. 1. La conversion ou la prorogation d'un visa apposé sur un passeport étranger donne lieu à la perception suivante :

a) conversion d'un visa de transit sans ou avec séjour de trois jours maximum en un visa de voyage pour une durée maximum d'un mois : 400 francs;

b) prorogation d'un visa de voyage pour une durée maximum de :

— un mois : 400 francs.

— trois mois : 500 francs.

— un an : 1 000 francs.

Art. 2. Het bij dezelfde wet gevoegde tarief III, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 februari 1967, 12 januari 1970, 20 december 1972, 12 februari 1975, 12 november 1976 en 11 juli 1979, wordt door het volgende tarief vervangen :

« III. Tarif van de in het binnenland te heffen kanselarij-rechten.

Artikel 1. Er wordt door het Ministerie van Buitenlandse Zaken een kanselarijrecht geheven :

1° van 50 frank voor de legalisatie van één of meerdere handtekeningen gesteld op een expeditie of uittreksel van een akte van de burgerlijke stand die werd afgegeven door de bevoegde Belgische of Luxemburgse overheden;

2° van 100 frank voor de legalisatie van één of meerdere handtekeningen, gesteld op een expeditie of uittreksel van een akte van de burgerlijke stand die werd afgegeven door de bevoegde overheden van elk ander land;

3° van 200 frank voor de legalisatie van één of meerdere handtekeningen, gesteld op gelijk welk ander stuk, onverschillig of deze legalisatie gebeurt in een Belgisch of buitenlands belang.

Art. 2. De kanselarijrechten op de machtigingen voor grensverkeer worden vastgesteld als volgt :

1° voor de machtigingen voor grensverkeer geldig gedurende achtenveertig uren (humanitaire gevallen enz.) : 50 frank;

2° voor de machtigingen voor grensverkeer geldig gedurende één jaar : 250 frank.

Art. 3. Voor de afgifte van paspoorten aan Belgen worden dezelfde kanselarijrechten geheven als die welke zijn bepaald in tarief I, afdeling III, rubriek 30.

Art. 4. De kanselarijrechten op de Belgische reisdocumenten voor vreemdelingen worden vastgesteld als volgt :

1° Voor de reisdocumenten voor politieke vluchtelingen (Verdrag van Genève van 28 juli 1951)

a) bij de afgifte met een geldigheidsduur van één jaar en met recht op terugkeer naar België gedurende deze periode : 100 frank;

b) bij de verlenging van deze reisdocumenten met één jaar : 100 frank;

2° Voor de reisdocumenten voor staatlozen (Verdrag van New York van 28 september 1954)

a) bij de afgifte met een geldigheidsduur van één jaar en met recht op terugkeer naar België gedurende deze periode : 100 frank;

b) bij de verlenging van deze reisdocumenten met één jaar : 100 frank;

3° Voor de reisdocumenten voor vreemdelingen die geen politieke vluchtelingen zijn

a) bij de afgifte met een geldigheidsduur van één jaar : 100 frank;

b) bij het aanbrengen van een terugkeervisum op deze reisdocumenten :

— voor ten hoogste zes maanden : 200 frank;

— voor ten hoogste één jaar : 400 frank.

De geldigheidsduur van één der reisdocumenten genoemd onder de punten 1°, 2° en 3° hierboven, kan nooit meer dan vijf jaar bedragen te rekenen vanaf de datum van afgifte van het reisdocument.

Art. 5. De bevoegde overheden innen bij elke afgifte van een paspoort 30 frank ten behoeve van de Schatkist, tot dekking van de kosten van aanmaak van de paspoortformulieren.

Zij zijn daarenboven gemachtigd bij elke afgifte of verlenging van een paspoort een speciaal recht van 20 frank te innen, tot dekking van hun administratiekosten.

Art. 6. 1. Voor verandering of verlenging van een visum in een vreemd paspoort worden de volgende rechten geheven :

a) verandering van een transitvisum zonder of met openthoud van ten hoogste drie dagen in een reisvisum voor ten hoogste één maand : 400 frank;

b) verlenging van een reisvisum voor ten hoogste :

— één maand : 400 frank.

— drie maanden : 500 frank.

— één jaar : 1 000 frank.

2. La conversion d'un visa de voyage valable pour un seul voyage en un visa de voyage valable pour plusieurs voyages sans prorogation de la durée de validité, est effectuée sans frais.

Art. 7. L'apposition, la conversion et la prorogation des visas prévus à l'article 6 sont effectuées sans frais, en faveur des personnes bénéficiaires des dispositions de la rubrique 32, d, du tarif I.

Art. 8. Pour la perception des droits, une autorisation tenant lieu de visa est assimilée à un visa. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 1983.

Art. 4. Notre Ministre des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 janvier 1983.

BAUDOUIN,

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

F. 83 — 363

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, le 24 janvier 1983, d'une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant celui du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la Coopération avec les pays en voie de développement », a donné le 26 janvier 1983 l'avis suivant :

Intitulé

Dans le texte français de l'intitulé, il faudrait écrire : « modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1967 ».

Dans le texte néerlandais, il conviendrait d'écrire : « koninklijk besluit tot wijziging... ».

Préambule

Le visa de l'article 29 de la Constitution est superflu et doit être omis.

A l'alinéa 2, il y a lieu d'ajouter les mots « modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1976; ».

Après l'alinéa 2, il convient d'insérer un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 janvier 1983; ».

Dans la formule de proposition, les mots « de Notre Ministre du Budget » doivent être omis, car ce Ministre n'a pas à figurer parmi les ministres proposant.

Dispositif

Article 1er

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

« L'article 97, alinéa 3, 3°, de l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1976, est complété par l'alinéa suivant :

» ... ».

Dans le nouvel alinéa en projet, les mots « du présent titre » doivent être omis.

Article 2

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que l'intention du gouvernement n'est pas de donner un effet rétroactif à l'arrêté en projet.

L'article 2 peut donc être omis.

2. Verandering van een reisvisum voor slechts één reis in een reisvisum voor verschillende reizen zonder verlenging van de geldigheidsduur geschiedt kosteloos.

Art. 7. Het verlenen, veranderen of verlengen van de in artikel 6 bedoelde visa, geschiedt kosteloos ten behoeve van de personen die in aanmerking komen voor het bepaalde in rubriek 32, d, van tarief I.

Art. 8. Voor het innen van de rechten is een visumverklaring gelijkgesteld met een visum. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1983.

Art. 4. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 januari 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

N. 83 — 363

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, de 24 januari 1983 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelings-samenwerking verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « houdende wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden », heeft de 26 januari 1983 het volgend advies gegeven :

Opschrift

In de Nederlandse tekst van het opschrift schrijve men : « koninklijk besluit tot wijziging... ».

In de Franse tekst zou moeten worden gelezen : « modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1967... ».

Aanhef

De verwijzing naar artikel 29 van de Grondwet moet als overbodig vervallen.

In het tweede lid moet aan het slot worden gelezen : « inzonderheid op artikel 97, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1976; ».

Na het tweede lid dient een derde lid te worden ingevoegd als volgt :

« Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 13 januari 1983; ».

In het voordrachtformulier moeten de woorden « van Onze Minister van Begroting » vervallen; die Minister behoeft niet voor te komen onder de voordragende ministers.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

« Artikel 97, derde lid, 3°, van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1976, wordt aangevuld met het volgende lid :

» ... ».

In het ontwerpen nieuwe lid moeten de woorden « van deze titel » vervallen.

Artikel 2

Uit de aan de Raad van State verstrekte gegevens blijkt dat het niet in de bedoeling van de regering ligt om het ontwerp-besluit te doen terugwerken.

Artikel 2 kan dan ook vervallen.